



LES ADMINISTRATIONS LOCALES ET L'ÉCONOMIE DU PARTAGE



Une feuille de route pour aider les administrations locales nord-américaines à s'associer de façon stratégique à l'économie du partage pour favoriser la durabilité urbaine.

one earth



Octobre 2015

Remerciements

Auteures principales : Rosemary Cooper et Vanessa Timmer

Contributeurs : Larissa Ardis, Dwayne Appleby, Cora Hallsworth et Craig Massey

Recherche et soutien : Alicia Tallack, Lindsey Ridgway, Dagmar Timmer et Chelsea Hunter

Soutien supplémentaire à la recherche : Stephanie Jones, Raymond Belmonte, Kristen Leigh, Emily Pearson, Jennifer Hunter, Vivian Luk, Jeff Wint, Sam Asiedu, Angeleco Goqingco et Miles Rohrlack

Merci à La Fondation de la famille J.W. McConnell pour son appui à cette feuille de route et à ce projet dans le cadre du programme Des villes pour tous.

Nous remercions également le comité consultatif sur les administrations locales et l'économie du partage, composé de représentants municipaux canadiens et américains du Urban Sustainability Directors Network (USDN) :

- Arianne Sperry, déchets solides et recyclage, Ville de Portland
- Alicia Polacok, coordonnatrice des services d'approche résidentiels, Ville de Portland
- Leslie Ng, spécialiste en durabilité, Ville de Vancouver, et coprésidente du Sustainable Consumption User Group du USDN
- Mark Bekkering, directeur de l'environnement et de l'énergie, Ville de Toronto
- Julie Saporito, administratrice de programme, département de la Salubrité de l'Environnement, Ville et comté de Denver
- McKenzie Jones, spécialiste en durabilité, Ville de Flagstaff, et coprésidente du Sustainable Consumption User Group du USDN
- Danielle Lussier, chef de la Division du développement durable, Ville de Montréal
- Allison Ashcroft, planificatrice principale, questions environnementales et durabilité, Ville de Victoria

Nous remercions aussi les conseillers du projet Les administrations locales et l'économie du partage :

- April Rinne, conseillère et conférencière en économie du partage
- Neal Gorenflo, cofondateur de Shareable
- Wendy Philleo, directrice générale du Center for a New American Dream
- Babe O'Sullivan, chargée de liaison en matière de durabilité, Ville d'Eugene, directrice de quatre projets d'innovation du USDN
- Juliet Schor, professeure en sociologie, Boston College

Nous tenons en outre à remercier :

- Sadhu Johnston, directeur général adjoint, Ville de Vancouver, fondateur et coprésident du Urban Sustainability Directors Network
- Amanda Pitre-Hayes, directrice de la durabilité, Ville de Vancouver
- Sean Pander, directeur de la construction écologique, Ville de Vancouver
- Brenda Nations, coordinatrice de la durabilité, Ville d'Iowa, Iowa, et coprésidente du Sustainable Consumption User Group du USDN
- Jo Zientek, directeur adjoint des services environnementaux, Ville de San Jose
- Lauren Norris, coordonnatrice des services d'approche pour la durabilité résidentielle, Ville de Portland, Oregon
- Lisa Lin, directrice de la durabilité, Ville de Houston, Texas
- Liza Meyer, gestionnaire des projets spéciaux, bureau de la durabilité, Ville de San Antonio
- Niels Moe, directeur général, Urban Sustainability Directors Network
- Nancy Shoiry, directrice principale, Service de la mise en valeur du territoire, Montréal
- Les membres du Sustainable Consumption User Group du USDN
- David Allaway, analyste des programmes et des politiques, département de la Qualité de l'Environnement de l'Oregon
- Anna Awimbo, directrice du programme des communautés collaboratives, Center for a New American Dream
- Anya Dobrowski, gestionnaire de projets, projet Sustainable Consumption and Cities du USDN
- Cara Pike, fondatrice et directrice, Social Capital Project
- David Van Seters, fondateur et président, Sustainability Ventures
- Terry Moore, directeur de la planification, ECONorthwest
- Christy Shelton, directrice, Cascadia Consulting Group
- Shannon Davis, spécialiste de la recherche environnementale, United States Environmental Protection Agency (région 9)
- Tom Bowerman, directeur de projets, PolicyInteractive
- Cynthia Isenhour, professeure adjointe en anthropologie, Université du Maine
- Halina Brown, professeure en sciences et en politiques de l'environnement, Université Clark, membre de la SCORAI
- Maurie Cohen, professeure agrégée en sciences humaines, New Jersey Institute of Technology, membre de la SCORAI
- Philip Vergragt, professeur de recherche, Université Clark, boursier chargé de cours au Tellus Institute, membre de la SCORAI
- John Stutz, agrégé supérieur au Tellus Institute, membre de la SCORAI
- Jeffrey Barber, directeur général de l'Integrative Strategies Forum, membre de la SCORAI
- Jennie Curtis, directrice générale, The Garfield Foundation
- Eleni Sotos, directrice des opérations, The Garfield Foundation
- John Richardson, directeur général, Blackstone Ranch Institute
- Alicia Culver, directrice générale, Responsible Purchasing Network
- Jason Pearson, directeur général, Sustainable Purchasing Leadership Council
- Alicia Medina, fondatrice et directrice du Laboratory of Housing Alternatives
- Chris Diplock, fondateur de la Vancouver Tool Library
- Ryan Dymment, directeur général de l'Institute for a Resource-Based Economy et cofondateur de la Toronto Tool Library
- Lucy Gao, Collaborative Consumption, Toronto
- Tristan Cleveland, Halifax Ecology Action Centre
- Kiersten Grove, programme des options de transport, département des Transports de Seattle
- Nancy Lo, coordonnatrice des partenaires en environnement, comté de Hennepin, Minnesota
- Alan Woodland, directeur général, Carsharing Association
- Alicia Medina, Laboratory of Housing Alternatives
- Ericka Stephens-Rennie, cofondatrice de Vancouver Cohousing et analyste principale à Environnement Canada
- Sharon Feigon, directrice générale, Shared Use Mobility Center
- Tim Frisbie, directeur de communications et politique, Shared Use Mobility Center
- Hillary Henegar, directrice de commercialisation, Modo
- Malaz Sebai, chef de projet, Partners in Project Green, Toronto and Region Conservation Authority
- Nos collègues de Wingspread et du programme Des villes pour tous

Nous souhaitons également remercier les graphistes Marten Sims, Lisa Hemmingway et Carla Ulrich pour leur participation au projet Les administrations locales et l'économie du partage. Merci à Sylvain Neuvel (traduction), Aquil Virani (conception) et La fondation de la famille J.W. McConnell pour la traduction française. De même, nous remercions l'équipe de One Earth, à savoir William E. Rees, Jennie Moore, Tobi Reyes, Alastair Moore, Esther Speck, Nicole Anne Boyer, Joji Kumagai, Dan Burns et Emmanuel Prinnet, ainsi que nos familles.

Remarque : Les organisations ne sont mentionnées qu'à des fins d'identification. Les affiliations à des organisations ne sont précisées qu'à seules fins d'identification; leur mention ne sous-entend aucun appui officiel de la part de quelque organisation ni organisme gouvernemental que ce soit.

Toute erreur ou omission relève de notre responsabilité.

OBJET DE LA FEUILLE DE ROUTE

La présente feuille de route est conçue pour aider les administrations locales nord américaines à s'associer de façon stratégique à l'économie du partage pour favoriser la durabilité urbaine.

“

Les administrations locales font face à un tsunami d'activités liées à l'économie du partage.”

Dans les villes, partout en Amérique du Nord, les gens partagent des outils et de l'équipement, accueillent des invités dans leur chambre d'amis, prennent des repas dans des maisons privées et paient pour se déplacer dans l'automobile de personnes qu'ils ne connaissent pas. Les entreprises accueillent d'autres entreprises dans leurs locaux, les industries s'associent pour le transport de produits tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, et les municipalités ouvrent leur territoire à la production alimentaire en commun.

Si le partage a toujours fait partie de la vie urbaine (pensons aux bibliothèques publiques ou aux espaces communautaires), on constate ces dernières années un important regain d'intérêt pour cette pratique et une accélération de l'innovation en la matière. Ce phénomène touche de nombreux domaines, par exemple la mobilité (partage de véhicules, partage de vélos), l'hébergement (Airbnb, services loge-trotteurs) et les compétences (TaskRabbit), tant chez les particuliers qu'au sein d'établissements, d'entreprises ou de communautés.

Par conséquent, les administrations locales font face à un tsunami d'activités liées à l'économie du partage. Nombre d'entre elles sont débordées et n'ont ni le temps ni l'occasion de réagir efficacement à ce phénomène, ce qui en amène plusieurs à formuler des objections liées à la compétitivité des entreprises, à l'emploi, à la santé, à la sécurité, à d'autres risques et, dans certains cas, aux répercussions environnementales. De nombreuses villes ont adopté une approche ponctuelle et réactive en réponse aux activités d'économie du partage qui mobilisent des ressources déjà restreintes plutôt que de favoriser une approche stratégique qui servirait efficacement la durabilité urbaine.

Cette feuille de route met l'accent de façon inédite sur le croisement de l'économie du partage, de la durabilité et de l'administration locale. Il existe des initiatives tout à fait louables, comme le mouvement Sharing Cities de Shareable, mais celles-ci visent avant tout les militants locaux du partage, non les administrations locales¹. Les efforts d'autres organismes, comme la National League of Cities, dont l'objectif est d'aider les villes à comprendre et à réglementer l'économie du partage, méritent aussi d'être reconnus, mais la durabilité n'est pas leur priorité².

Les prochaines années seront déterminantes quant à la façon dont les villes décideront de participer à l'économie du partage; or, l'incertitude persiste. La feuille de route propose quatre principaux outils, présentés ci-dessous, pour aider les administrations locales à faire face aux défis et, ce qui est peut être plus important encore, à comprendre comment prendre les devants et mettre à profit l'économie du partage pour favoriser la durabilité. Elle comporte nombre d'exemples et d'études de cas inspirés de différentes villes de l'Amérique du Nord, et parfois d'ailleurs dans le monde.

Outils de la feuille de route sur les administrations locales et l'économie du partage

Cette feuille de route propose quatre outils essentiels pour s'orienter dans l'économie du partage :

1 Définition de l'économie du partage

Analyse de différentes définitions de l'économie du partage et présentation d'une définition sur mesure pour les administrations locales.

2 Filtre de durabilité et analyse de l'économie du partage

Description d'un filtre de durabilité comptant six questions destinées à aider les administrations locales à établir des priorités pour leur participation à l'économie du partage. Les résultats permettent ensuite d'analyser en détail le partage de la mobilité, de l'espace et des biens ainsi que le partage communautaire et, dans une moindre mesure, le partage des aliments et de l'énergie. Les effets sur la durabilité et les recommandations à l'intention des administrations locales font l'objet d'un résumé.

3 Occasions stratégiques pour les administrations locales

Liste d'experts en économie du partage et de réseaux connexes, suggestions de lectures et échantillons de documents d'administration locale, y compris des exemples de règlements municipaux.

4 Ressources de l'économie du partage

Description des principales mesures stratégiques que les administrations locales peuvent prendre pour renforcer la durabilité urbaine au moyen de l'économie du partage, compte tenu des ressources limitées. Exemples : permettre le partage communautaire, combler les lacunes statistiques, établir des priorités et harmoniser les mesures, donner l'exemple, assurer l'équité; élaborer des méthodes systématiques et intégrées au fil du temps.

Ce qu'on ne trouve pas dans la présente feuille de route :

- une célébration de l'économie du partage qui ne tient pas compte de ses inconvénients et de ses défis;
- une analyse détaillée de tous les secteurs et domaines de l'économie du partage;
- des conseils pour des intervenants autres que les administrations locales nord-américaines;
- des suggestions précises sur ce que les villes devraient faire. Les choix de chaque ville dépendent de ses propres priorités et intérêts ainsi que des ressources dont elle dispose.

Qu'est-ce que l'économie du partage?

L'économie du partage mobilise un large éventail d'intervenants – des particuliers aux entités sans but lucratif ou à but lucratif, en passant par les organismes communautaires et ceux du secteur public – qui se reconnaissent dans les valeurs et les caractéristiques de l'économie du partage et qui souhaitent participer à l'échange d'une vaste gamme de biens tangibles et intangibles. L'échange peut prendre différentes formes, comme le troc, le partage, la location, le commerce, l'emprunt, le prêt, le crédit-bail et l'échange au sens strict du terme. De même, l'économie du partage porte sur un éventail de biens, comme les produits, les services, le temps, l'argent, l'expérience et l'espace.

L'économie du partage a pour objet de tirer profit de la valeur sociale, économique ou environnementale latente et inexploitée de biens sous-utilisés. Dans un grand nombre de transactions, quoique non dans toutes, elle favorise l'accès aux produits plutôt que la propriété de ceux-ci³.

Quelques évaluations de l'étendue actuelle de l'économie du partage ont été réalisées.

- PricewaterhouseCoopers estime que d'ici 2025, cinq secteurs de l'économie du partage pourraient à eux seuls générer un total de 335 milliards de dollars⁴.
- Certaines opérations non monétaires sont également évaluées, notamment les services loge-trotteurs de Couchsurfing, qui gagnent rapidement en popularité et comptent plus de 10 millions d'adeptes inscrits dans le monde⁵.
- Le recensement des activités de partage à l'échelle des quartiers dans le cadre des séances de cartographie de Sharing Cities de Shareable connaît aussi une forte croissance⁶.

Plusieurs facteurs technologiques, économiques et sociaux contribuent à la croissance rapide de l'économie du partage. Les technologies numériques et les plateformes Web rendent les transactions plus faciles et plus pratiques tout en réduisant les coûts et en permettant de relier les réseaux répartis de personnes et les biens. Le réseautage social favorise les systèmes fondés sur la réputation qui établissent la confiance et partagent les risques, permettant le partage entre inconnus, dans bien des cas.

Différents facteurs économiques, notamment les grandes récessions comme celle qui a suivi la crise financière de 2008 et l'inégalité croissante des revenus, constituent des éléments moteurs de cette forme d'économie. Ces facteurs accroissent l'intérêt pour les activités qui procurent un supplément de revenu et pour l'accès aux produits et aux services plutôt que leur propriété, en raison des coûts moins élevés. Des décennies de stimulation de la croissance économique ont mené, dans la société de consommation, à l'accumulation d'une abondance de biens et de services ayant une capacité inutilisée qui peut être exploitée dans un contexte de partage, ou même monnayée.

Sur le plan social, l'économie du partage est une tendance liée au mode de vie, particulièrement au sein de la génération Y, pour qui l'abordabilité est une priorité et le réseautage social, une seconde nature⁷. La forte concentration des personnes et l'urbanisation croissante de la société facilitent le partage sans heurt, et le souhait ou la nécessité de mener une vie indépendante en travaillant à temps partiel fait de l'économie du partage une option attrayante. Les valeurs associées à l'altruisme et à la durabilité sous-tendent également certaines activités de l'économie du partage.

Analyse critique de l'économie du partage

Comme ce fut le cas pour la presse à imprimer et Internet, l'économie du partage laisse présager l'avènement de profonds changements culturels et économiques. Elle s'étend à presque tous les secteurs de l'économie, remettant en question de nombreux modèles d'affaires et d'organisations. Des gens de tous les horizons s'y intéressent, et elle est à l'origine de nouveaux et puissants groupes de pression dont les points de vue ne s'harmonisent pas toujours avec les priorités de durabilité des villes. Il est donc essentiel de savoir quels intervenants et quelles activités de l'économie du partage favorisent le bien commun et la durabilité.

En formulant une définition de l'économie du partage qui tient compte de cinq catégories d'intervenants, nous nous penchons sur les sociétés à but lucratif et les entreprises en démarrage qui sont adaptées au numérique, dont la présence est plus marquée dans les médias grand public. Cependant, nous nous intéressons aussi aux autres intervenants. En effet, l'économie du partage ne se limite pas à Airbnb, à Uber et aux nouvelles entreprises à but lucratif. Elle englobe également des entreprises sociales et des coopératives à but non lucratif, des innovateurs en matière de partage communautaire et des organismes gouvernementaux.

Les activités d'économie du partage ne favorisent pas nécessairement la durabilité urbaine. La présente feuille de route analyse en premier lieu les activités d'économie du partage, pour déterminer celles qui favorisent le respect des moyens écologiques, puis examine d'autres aspects de la durabilité, soit la résilience, les systèmes naturels, l'équité, la prospérité des économies locales et la qualité de vie.

Les administrations locales devraient s'intéresser à l'économie du partage, parce que celle-ci pourrait :

-
- diminuer l’empreinte écologique et le gaspillage des résidents urbains;
 - leur permettre de faire des économies;
 - créer des emplois et des occasions d’affaires;
 - renforcer la connectivité sociale et le capital social;
 - encourager l’innovation sociale;
 - réduire le coût de l’éducation, de la collaboration et de la recherche;
 - rendre moins pressant le besoin d’acquérir des biens matériels pour rehausser sa position sociale ou se démarquer.

Cependant, sans un encadrement judicieux, elle pourrait également :

- donner l’impression de réduire la consommation, alors que celle-ci ne ferait que passer d’un secteur à un autre ou d’une activité à une autre;
- élargir l’empreinte écologique et carbonique en stimulant la circulation automobile, le voyage et la demande des consommateurs;
- amenuiser l’assiette fiscale, en raison du nombre plus important de transactions réalisées dans des contextes non soumis à une justification;
- avoir des répercussions néfastes sur des personnes qui ne prennent pas directement part aux échanges de l’économie du partage;
- tirer les salaires et les avantages sociaux vers le bas à l’échelle locale;
- affaiblir l’offre de logements locatifs abordables;
- exacerber les inégalités, si l’accès aux ressources remplaçait la propriété comme marqueur de position sociale.

Cette feuille de route vise à aider les administrations locales à prendre des décisions stratégiques qui encouragent les activités d’économie du partage qui sont bénéfiques pour la ville et qui favorisent le bien-être des personnes et l’équilibre écologique.

À QUI
S'ADRESSE
CETTE FEUILLE
DE ROUTE?

Ce guide a été élaboré pour le Urban Sustainability Directors Network, un réseau de plus de 130 villes américaines et canadiennes qui prône des solutions urbaines novatrices et durables. Son objectif est d'être un instrument utile servant de feuille de route pour les administrations locales qui cherchent des façons de participer à l'économie du partage dans l'intérêt de la durabilité urbaine.

La feuille de route peut aussi être utile à d'autres personnes intéressées, par exemple :

- le personnel et les politiciens municipaux qui souhaitent comprendre la portée de l'économie du partage et prendre des mesures efficaces qui respectent les priorités de la ville;
- les professionnels de la durabilité et les personnes engagées dans le mouvement de l'économie du partage qui analysent de façon intégrée les répercussions de diverses activités d'économie du partage sur les objectifs écologiques, sociaux et économiques;
- les détracteurs tout comme les partisans de l'économie du partage qui souhaitent prendre connaissance d'une analyse critique mais rigoureuse de l'économie de partage en ce qui touche ses répercussions sur la durabilité;
- les innovateurs de l'économie du partage qui évaluent les intérêts et le rôle des administrations locales dans cette économie.



TROIS MESSAGES CLÉS



L'économie du partage n'est pas intrinsèquement durable, mais les administrations locales peuvent contribuer à la rendre plus durable.



Le partage communautaire est un domaine prometteur dans lequel les administrations locales peuvent jouer un rôle catalyseur actif.



Il est essentiel de combler les lacunes statistiques pour comprendre les répercussions sur la durabilité urbaine.



APERÇU

L'aperçu qui suit résume le contenu ainsi que les principales constatations et recommandations de la feuille de route.

AUTEURS DE CE CHAPITRE:

Vanessa Timmer et Rosemary Cooper

avec Larissa Ardis, Cora Hallsworth et Dwayne Appleby

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la majeure partie de la population habite en zone urbaine. Il est donc indispensable de comprendre le rôle des villes dans la promotion de la durabilité. L'économie du partage connaît une croissance extrêmement rapide; elle est devenue le secteur en croissance offrant les meilleures occasions d'investissement.⁸ Les villes qui souhaitent renforcer leur durabilité doivent comprendre l'économie du partage et prendre des mesures efficaces en la matière.

À mesure que l'économie du partage croît et évolue en Amérique du Nord, elle fait face à de plus en plus de critiques. On l'accuse de ne pas remplir ses promesses initiales, comme celles de réduire la surconsommation, de renforcer la connectivité sociale et l'esprit communautaire et d'assurer une distribution plus équitable des ressources économiques. Les critiques pointent du doigt l'intérêt économique personnel des innovateurs du secteur à but lucratif, qui dominant de plus en plus le marché, et demandent qu'une plus grande place soit faite aux modèles coopératifs et communautaires. La réalité, toutefois, est plus complexe.

Juliet Schor, professeure en sociologie au Boston College, analyse l'économie du partage depuis de nombreuses années. Elle constate que celle-ci est arrivée à un tournant critique où certains facteurs, comme le regroupement d'utilisateurs pour promouvoir le traitement équitable, la revendication d'une plus grande responsabilité écologique et l'examen de la question de savoir si les technologies de l'économie du partage renforcent les liens entre les personnes, peuvent faire toute la différence dans la réalisation du potentiel du modèle fondé sur le partage.⁹ Les administrations locales, affirme Mme Schor, ont un rôle crucial à jouer :

« À l'extérieur des États Unis, les motivations qui sous-tendent le partage des transports, du logement, des aliments et des produits sont plus intégralement associées aux objectifs des villes en matière de réduction des émissions de carbone, de transparence de l'information et de véritable démocratie. En incorporant les pratiques de partage à ces grands courants municipaux, la probabilité de voir le mouvement du partage atteindre ses buts augmente. » [Traduction]

Un premier recensement des activités des administrations locales en Amérique du Nord, réalisé au début du projet, a révélé qu'un certain nombre de municipalités imitent leurs homologues étrangères et s'appuient sur l'économie du partage pour faire progresser divers objectifs prioritaires en matière de durabilité urbaine.



Un premier recensement des activités des administrations locales en Amérique du Nord, réalisé au début du projet, a révélé qu'un certain nombre de municipalités imitent leurs homologues étrangères et s'appuient sur l'économie du partage pour faire progresser divers objectifs prioritaires en matière de durabilité urbaine. Cependant, le potentiel inexploité de ce secteur demeure immense.



Leurs efforts sont présentés dans cette feuille de route, et nous puisons dans leurs expériences pour tirer des leçons et formuler des recommandations qui seront utiles à d'autres.

Cependant, le potentiel inexploité de ce secteur demeure immense. Le manque de clarté quant aux activités de partage qui favorisent réellement l'atteinte des objectifs de durabilité embrouille et freine la prise des mesures les plus efficaces. Le rythme auquel croît l'économie du partage amène le plus souvent les administrations locales à prendre des mesures ponctuelles, de façon réactive. Des activités de partage et des fonctions des administrations locales ayant le potentiel de renforcer la durabilité sont négligées.

La feuille de route offre aux administrations locales des conseils sur les façons d'exploiter de leur plein gré l'économie du partage, non seulement afin de réaliser les promesses initiales de ce modèle, mais afin de le faire de manière à se rapprocher de leurs objectifs de durabilité. Nous sommes toutefois conscients que l'économie du partage est un phénomène dynamique, qui ne cesse d'évoluer, et que les villes prennent des décisions en fonction de leurs propres priorités et des ressources dont elles disposent.

Approche et contexte

One Earth a créé cette feuille de route au terme d'un engagement d'un an auprès de différentes villes de l'Amérique du Nord. L'avis d'un comité consultatif constitué de représentants d'administrations locales au sein du Urban Sustainability Directors Network (USDN)¹⁰ a été sollicité régulièrement. Parmi les autres conseillers, citons ceux de la Sustainable Consumption Research and Action Initiative (SCORAI), de Shareable et du Centre for a New American Dream ainsi que des experts de l'économie du partage comme April Rinne et Juliet Schor. L'ensemble des membres du USDN ont aussi été mobilisés dans le cadre d'un atelier dirigé par la ville de Vancouver pendant la réunion annuelle de 2014 du USDN, à l'occasion d'une conférence téléphonique du Sustainable Consumption User Group du USDN et lors des séances de l'atelier intitulé *The Role of Cities in Advancing Sustainable Consumption* [le rôle des villes dans la promotion d'une consommation durable], coorganisé par le USDN, la SCORAI et la ville d'Eugene à l'automne 2014 et qui réunissait 40 participants, parmi lesquels des membres du personnel du USDN et des directeurs du secteur de la durabilité urbaine.

La feuille de route s'appuie sur d'importantes recherches secondaires complétées par des entrevues avec des employés d'administrations municipales. Une analyse critique de différentes positions sur les répercussions de l'économie du partage a été entreprise. Elle tient compte des motivations et du financement des chercheurs ainsi que des auteurs des sources examinées.

Quatre secteurs de l'économie du partage ont été analysés en profondeur, soit la mobilité partagée, l'espace partagé, les produits partagés et le partage communautaire, et certaines constatations initiales quant au partage des aliments et de l'énergie ont été faites. Les secteurs étudiés en profondeur ont été sélectionnés parce qu'ils correspondent le mieux aux critères suivants : prévalence dans l'économie du partage; intérêt de la part des administrations locales; nombre important de liens avec les priorités urbaines; potentiel pour le rôle des administrations municipales et potentiel de retombées; possibilités suffisantes, pour les dirigeants municipaux, de prendre des mesures stratégiques de pointe.

Consommation durable : une définition commune

Utilisation de biens et de services qui répondent aux besoins essentiels et fournissent une meilleure qualité de vie, tout en minimisant l'utilisation des ressources naturelles et des matériaux toxiques ainsi que la production de déchets et l'émission de polluants sur le cycle de vie, afin de ne pas compromettre les besoins des générations futures. – Commission du développement durable de l'ONU.¹¹

Le projet *Les administrations locales et l'économie du partage* s'inscrit dans une discussion élargie entre les membres du USDN sur la promotion de la consommation durable.

Bien qu'il s'agisse d'un sujet relativement nouveau pour les villes du USDN, on note un intérêt croissant pour le renforcement des capacités à agir sur le plan de la consommation durable. Le USDN compte un groupe d'utilisateurs sur la consommation durable (le Sustainable Consumption User Group) et deux projets de fonds d'innovation en la matière : 1) un rapport sur l'estimation de la consommation durable¹²; 2) l'atelier rassembleur d'octobre 2014 tenu à Eugene (dont il a été question ci-dessus), qui a marqué une percée¹³. Lors de cet atelier, de nombreux participants ont effectué un virage fondamental vers un concept plus holistique de consommation durable, qui va au-delà des cadres de conservation des ressources motivant généralement les efforts municipaux. L'atelier, qui regroupait des employés municipaux spécialisés en durabilité, des chercheurs internationaux, des experts stratégiques et

des représentants d'ONG, visait à faire avancer le sujet de la consommation durable afin que celle-ci passe de l'étape de concept à celle des politiques et des programmes concrets dans le milieu des administrations municipales.

L'ensemble des membres USDN a également participé de diverses façons, notamment: lors d'un atelier dirigé par la Ville de Vancouver pendant la réunion annuelle 2014 de la USDN; une téléconférence du groupe de travail USDN en matière de consommation durable; et lors des sessions de discussion à l'atelier, *The Role of Cities in Advancing Sustainable Consumption*, co-organisé par la USDN, SCORAI et la ville de Eugene, Oregon en automne 2014.

L'un des résultats de l'atelier, un mémoire intitulé *Eugene Memorandum: The Role of Cities in Advancing Sustainable Consumption*, décrit le consensus établi au sujet de la consommation durable et énonce des principes directeurs pour les initiatives des administrations locales¹⁴. La présente feuille de route applique bon nombre des principaux éléments de ce mémoire au filtre de durabilité.

Contenu de la feuille de route, par chapitre

La feuille de route commence par la présentation, **au chapitre 1**, d'une définition de l'économie du partage adaptée aux administrations locales, basée sur notre analyse de nombreuses définitions de cette notion et sur nos consultations auprès des conseillers du projet. Le chapitre met l'accent sur deux catégories d'acteurs de l'économie du partage ayant une importance particulière pour les administrations locales et la promotion de la durabilité urbaine, à savoir les organisations de partage communautaire et celles du secteur public.

Le chapitre 2 décrit le filtre de durabilité dont peuvent se servir les administrations locales pour déterminer si des activités d'économie du partage font progresser diverses facettes de la durabilité urbaine. La durabilité est définie comme la progression équitable de la qualité de vie pour tous, dans le respect des moyens écologiques.

Le filtre de durabilité compte six questions directrices qui portent sur les dimensions écologiques, sociales et économiques de la durabilité :

1. **Vivre dans le respect des moyens écologiques** : L'activité d'économie du partage favorise-t-elle les réductions absolues des flux énergétiques et du flux des matières nous permettant de vivre selon nos moyens écologiques?
2. **Résilience** : L'activité d'économie du partage améliore-t-elle la résilience et l'adaptation au climat?
3. **Systèmes naturels** : L'activité d'économie du partage protège-t-elle et restaure-t-elle les systèmes naturels?
4. **Équité** : L'activité d'économie du partage contribue-t-elle à l'équité, à l'inclusion sociale et à la diversité?
5. **Prospérité des économies locales** : L'activité d'économie du partage favorise-t-elle la vitalité et la diversité économiques, une certaine autonomie économique et des emplois décents?
6. **Qualité de vie** : L'économie du partage assure-t-elle le bien-être pour tous et la connectivité sociale?

Au chapitre 3, le filtre de durabilité est appliqué à cinq secteurs de l'économie du partage qui suscitent un intérêt très vif chez nos conseillers du projet pour les administrations locales. La mobilité, les espaces et les produits partagés y sont examinés en profondeur; les aliments et l'énergie partagés font ensuite l'objet d'une analyse préliminaire un peu moins détaillée. Les répercussions afférentes à la durabilité dans tous les secteurs du filtre sont d'abord résumées, puis nous formulons des recommandations pour stimuler la durabilité urbaine, certaines étant destinées à aider les administrations locales à prendre une longueur d'avance.

Le chapitre 4 porte sur le partage communautaire, désigné comme un secteur prioritaire que l'administration locale doit privilégier pour soutenir la durabilité. Les innovateurs en matière de partage communautaire travaillent avant tout à l'échelle locale ou de quartier. À l'heure actuelle, ils ne se servent que modérément de la technologie de l'information et mettent surtout l'accent sur les communications en personne, la satisfaction des besoins communautaires et l'atteinte des objectifs de durabilité. Les transactions non monétaires sont l'élément dominant. Ce chapitre explore les raisons pour lesquelles les administrations locales devraient s'intéresser au partage communautaire et aborde les moyens de faciliter ce type de partage pour appuyer la durabilité de façon efficace et économique et d'en mesurer ensuite les répercussions sur les priorités de la ville. Enfin, des recommandations sont formulées sur la façon dont les administrations locales peuvent améliorer l'action des innovateurs en matière de partage communautaire.

Le chapitre 5 souligne l'importance capitale de combler les lacunes statistiques afin d'aider les administrations locales à comprendre les répercussions des activités d'économie du partage sur les priorités de la ville. La situation actuelle de l'accès aux données y est examinée, et des recommandations sont formulées en vue de discussions et de mesures d'exploration ultérieures.

Le chapitre 6 fait ressortir les possibilités permettant aux administrations locales de prendre des mesures stratégiques favorisant l'économie du partage, compte tenu de leurs contraintes de temps et de ressources. Les stratégies exposées comprennent la façon dont les administrations locales peuvent cibler et harmoniser leur participation à cette économie, donner l'exemple, jouer des rôles catalyseurs correspondant au spectre des acteurs de l'économie du partage, faire progresser l'équité et adopter des approches plus systématiques et intégrées au fil du temps.

Le chapitre 7 offre des ressources additionnelles, répertoriant notamment des lectures essentielles et des réseaux clés en matière d'économie du partage. **Le chapitre 8** conclut la feuille de route en proposant quelques réflexions et en présentant les prochaines étapes; enfin, des annexes contenant des documents d'administration locale (exemples de règlements municipaux, d'enquêtes et de lois).

Points saillants des recommandations

La présente section résume les recommandations clés tirées de la feuille de route pour permettre aux administrations locales de s'associer de façon stratégique à l'économie du partage dans le but de favoriser la durabilité urbaine. Ces recommandations sont basées sur des analyses détaillées effectuées à l'aide du filtre de durabilité de la feuille de route, qui se trouve au chapitre 2, ainsi que sur des recherches et des consultations additionnelles menées auprès des conseillers du projet.





MOBILITÉ PARTAGÉE

La mobilité partagée est l'accès à des services de transport partagés entre les utilisateurs à court terme et de façon ponctuelle, y compris le transport en commun, le partage de vélos et de scooters, le partage de véhicules, le conavettage (covoiturage en fourgonnette ou en automobile), le covoiturage dynamique (comme Uber ou Lyft), les taxis, le micro-transport en commun (navettes privées avec itinéraires flexibles) et les services de livraison commerciale (comme Cargomatic).

RECOMMANDATIONS CLÉS POUR FAVORISER LA DURABILITÉ URBAINE :

- Favoriser un changement d'orientation vers une **planification de la mobilité intégrée** qui tienne compte d'un ensemble d'options de mobilité, dont le transport collectif constitue l'assise, de même que de l'aménagement du territoire visant à favoriser des styles de vie où l'auto tient un rôle réduit, voire inexistant.
- Faciliter l'**expansion du covoiturage dynamique et du partage de véhicules vers les municipalités de banlieue** afin de combler les lacunes de transport et de stimuler l'intégration du premier et du dernier kilomètre.
- Explorer l'utilisation du covoiturage partagé (comme UberPool et Lyft Line) afin d'accroître l'utilisation du covoiturage, particulièrement pour le navettage.
- Soutenir l'**utilisation accrue de véhicules électriques dans les parcs de partage de véhicules** en offrant des subventions pour l'achat de tels véhicules et les bornes de recharge et en préconisant l'utilisation de véhicules électriques dans les parcs de véhicules municipaux.
- **Aplanir les multiples obstacles à la participation des personnes à faible revenu et des populations à risque** aux initiatives de mobilité partagée, et explorer les partenariats possibles entre les différents acteurs des secteurs publics, à but non lucratif et privés.

PIÈGES À ÉVITER :

- **L'effet de rebond** : par exemple, le cas de personnes qui achètent de nouvelles voitures pour les louer à des entreprises de partage de véhicules, comme RelayRides, et qui ainsi ajoutent des véhicules sur les routes plutôt que de réduire la propriété et l'utilisation individuelles de véhicules.
- **Le covoiturage dynamique au centre-ville**, car on remarque que cette pratique remplace le transport en commun, la marche et le vélo, et qu'elle rajoute des déplacements en véhicule.
- **Les conclusions de haut niveau qui masquent des constatations plus nuancées**, comme le fait que les utilisateurs de services de partage de véhicules augmentent et réduisent à la fois leur utilisation du transport en commun.
- **La distraction** : par exemple, le débat sur l'efficacité du covoiturage dynamique et des taxis est moins important que le fait d'encourager les gens à adopter des moyens de transport axés sur la durabilité.



ESPACES PARTAGÉS

Les espaces partagés comprennent la location à court terme d'espaces résidentiels (comme Airbnb) et le partage d'espaces d'entreposage et de stationnement ainsi que des solutions de logement permanentes comme les coopératives, la cohabitation et le cologement. Il existe aussi des espaces partagés de travail qui permettent aux travailleurs autonomes ou aux employés en déplacement de partager des espaces de travail ainsi que des services et de l'équipement de bureau.

RECOMMANDATIONS CLÉS POUR FAVORISER LA DURABILITÉ URBAINE :

- **Réglementer avec soin les locations à court terme**, surtout dans les communautés à faible taux d'inoccupation, afin de préserver l'équité et l'accessibilité au logement et d'atténuer les répercussions possibles sur les voisins, sur le caractère communautaire et sur les ressources de la ville.
- **Soutenir le logement coopératif**, directement ou en exerçant des pressions sur les ordres de gouvernement supérieurs ou en modifiant la législation locale.
- **Encourager l'habitation communautaire** à proximité des points de transport en commun, ce qui réduit le gaspillage et les émissions de carbone et cultive un comportement propice à la durabilité chez les résidents.
- **Favoriser des instruments financiers qui permettent la copropriété.**
- **Explorer la façon de fusionner les espaces partagés de travail avec les bibliothèques et les incubateurs d'entreprise**, en privilégiant ceux dont les entreprises clientes montrent un potentiel de durabilité transformatrice.

PIÈGES À ÉVITER :

- **L'effet de rebond** : l'offre de location à court terme de logements à prix réduit peut se traduire par un plus grand nombre de déplacements aériens et une consommation accrue de carburant, augmentant ainsi les émissions de carbone; certaines personnes achètent des logements dans le seul but de les louer à court terme et d'en tirer un revenu.
- Les locations à court terme qui peuvent avoir pour effet de réduire le nombre de logements abordables disponibles dans les quartiers à faible taux d'inoccupation.
- **Les espaces personnels d'entreposage et de stationnement** qui offrent peu de gains, et peuvent même entraîner des pertes, en matière de durabilité, en favorisant l'accumulation de biens et une plus grande utilisation des voitures.
- **Les options d'espaces partagés, comme la cohabitation**, qui peuvent ne pas tenir leur promesse de durabilité; une surveillance et une évaluation sont requises à ce sujet.
- **L'intervention dans des secteurs de l'économie du partage qui prospèrent sans soutien gouvernemental**, à moins que ce ne soit dans un but précis visant le bien commun, comme dans le cas des espaces partagés de travail.



PRODUITS PARTAGÉS

La notion de produits partagés renvoie à l'échange, à la vente ou au prêt d'articles neufs ou usagés entre différents intervenants. Il peut s'agir d'équipement, de jouets, d'outils, de vêtements, de mobilier, d'appareils ménagers, de livres ou de produits électroniques, entre autres. Le partage de produits peut se faire entre particuliers, ou entre une entreprise et un particulier, notamment au moyen de plateformes en ligne comme eBay, ou alors entre entreprises ou entre municipalités, au moyen de plateformes comme Munirent.

RECOMMANDATIONS CLÉS POUR FAVORISER LA DURABILITÉ :

- Adopter les recommandations pertinentes du **Chapitre 4** portant sur le **Partage communautaire**.
- Promouvoir le concept d'**accès aux produits** (plutôt que la propriété) grâce à des politiques ciblées et à d'autres mécanismes d'appui aux activités d'économie du partage.
- Passer de la **gestion des déchets** à la **gestion des matériaux**, et accorder la priorité à l'appui des **activités d'économie du partage** figurant dans le haut de la hiérarchie (**éliminer, réduire, réutiliser**) qui **diminuent davantage** le débit de matériaux et d'énergie.
- **Favoriser les échanges entre entreprises** par la mise en place ou le soutien de plateformes en ligne et de projets pilotes de symbiose industrielle, y compris ceux dans le cadre desquels une administration locale fournit un espace ou agit comme partenaire d'ancrage.
- **Montrer par l'exemple**, et partager de l'équipement et des produits avec d'autres municipalités et parties prenantes.
- **Dresser l'inventaire des actifs municipaux** et les utiliser pour appuyer des activités d'économie du partage qui favorisent des objectifs de durabilité. Il peut s'agir de centres communautaires, de parcs, de bureaux et d'expertise du personnel, entre autres.

- Prendre un engagement en faveur d'objectifs et de mesures visant à réduire l'**empreinte écologique** de la municipalité, et évaluer les **émissions** en fonction de la **consommation** dans le cadre de plans d'action climatique.

PIÈGES À ÉVITER :

- **Accorder la priorité au recyclage et à la réutilisation** – se concentrer plutôt sur la prévention des déchets, la gestion des matériaux et la réduction de la consommation de ressources.
- Axer des efforts sur les produits ménagers, et **rater des occasions de partager** des produits **entre municipalités, entreprises et établissements**.
- **Trop insister sur les critères de partage dans les ententes d'approvisionnement**, plutôt qu'élaborer une approche systémique plus fondamentale à l'approvisionnement durable.
- **Entraîner un effet de ressac** – éviter d'investir les économies découlant du partage de produits dans l'achat d'autres produits. Encourager plutôt le réinvestissement dans des pratiques et des programmes durables.



ALIMENTS PARTAGÉS

Il s'agit du partage de terres fertiles publiques et privées, d'aliments qui ne sont pas consommés, de repas, d'espaces et d'équipement de cuisine ainsi que de récoltes, par des moyens numériques et en personne. Ce volet mobilise les particuliers, les cultivateurs, les entreprises, les administrations locales, les organismes communautaires locaux, les organismes à but non lucratif et les coopératives.

RECOMMANDATIONS CLÉS POUR FAVORISER LA DURABILITÉ :

- **Encourager la production alimentaire dans les espaces publics** par l'octroi de terres publiques, l'élimination des obstacles de zonage ainsi que la promotion et le financement des organisateurs communautaires.
- **Favoriser la production alimentaire soutenue par la communauté**, comme les initiatives d'agriculture soutenue par la communauté (ASC), et envisager l'achat de parts de production agricole pour répondre aux besoins municipaux.
- **Proposer le partage d'arrière-cours, de fermes et d'autres terres cultivables** pour la culture personnelle d'aliments, ou offrir des incitatifs ou des subventions aux organismes à but non lucratif qui offrent le service.
- **Offrir des subventions et/ou un accès à des espaces publics** à des organismes à but non lucratif qui se partageront des espaces et, selon le cas, de l'équipement de cuisine, et promouvoir cette formule.
- **Offrir un financement de démarrage pour le lancement d'initiatives de partage de repas** qui ciblent les gens ayant de la difficulté à cuisiner ou qui privilégient les aliments biologiques et locaux.

PIÈGES À ÉVITER :

- Transgression des règlements de zonage et de santé et sécurité, notamment en ce qui a trait aux activités de partage de repas dans les résidences privées; il peut être nécessaire de mettre les règlements à jour.



ÉNERGIE PARTAGÉE

L'énergie partagée utilise les technologies numériques et des plateformes Web pour permettre aux producteurs de collaborer directement avec les clients et les investisseurs à la génération, au stockage et au partage d'énergie renouvelable surtout (principalement d'énergie solaire et éolienne) ainsi qu'à l'efficacité énergétique. Un nombre croissant de modèles poste à poste permettent la participation à ceux qui, normalement, sont exclus de cette formule en raison d'obstacles financiers ou structurels.

RECOMMANDATIONS CLÉS POUR FAVORISER LA DURABILITÉ :

- Établir des partenariats avec des entreprises ou des organismes à but non lucratif locaux **pour créer ou activer des marchés d'énergie renouvelable partagée poste à poste.**
- Stimuler le marché de l'énergie renouvelable grâce à **l'achat, par l'administration locale, d'énergie ou de parts dans des coopératives énergétiques locales.**
- Créer des projets municipaux **d'énergie renouvelable ou d'énergie collective.**

PIÈGES À ÉVITER :

- **Manquer l'occasion qu'offre l'énergie partagée d'aider les villes à se tourner vers une utilisation accrue d'énergie renouvelable et à atteindre ainsi d'importants objectifs de réduction des émissions de carbone.**



PARTAGE COMMUNAUTAIRE

Les innovateurs en partage communautaire offrent l'espoir de tirer parti des meilleurs aspects de l'économie du partage. Nombre d'entre eux adoptent formellement des pratiques visant à accroître toute une gamme d'objectifs de durabilité écologique, sociale et économique. Ces acteurs constituent un ensemble varié de particuliers et d'organisations qui, œuvrant à des échelles surtout locales, utilisent actuellement la technologie numérique plus modérément et mettent davantage l'accent sur la communication en personne. Les transactions non monétaires sont l'élément dominant.

RECOMMANDATIONS CLÉS POUR FAVORISER LA DURABILITÉ :

- **Privilégier le soutien aux innovateurs du partage communautaire** qui favorisent la réutilisation, l'emprunt, l'échange, la réparation et l'entretien des produits et qui déploient des efforts de sensibilisation pour promouvoir la réduction des achats et les achats plus judicieux.
- Permettre le partage communautaire en **apportant soutien à un inventaire et à une page Web de partage**, en faisant la promotion d'activités et d'idées et en jouant le rôle de facilitateur et de catalyseur.
- Envisager d'organiser ou de coordonner **des cours pratique de réparation**.
- **Pour accroître le partage communautaire**, favoriser une évolution vers des comportements axés sur la communauté, soutenir son expansion dans de nouveaux quartiers, aider les innovateurs à mieux s'organiser et offrir un accès à des espaces publics et à des infrastructures municipales sous-utilisés.
- **Songer à adopter, pour les innovateurs du partage communautaire**, une formule en ligne de partage des espaces plus systématique, inspirée du programme Space for Growth du Royaume-Uni.

PIÈGES À ÉVITER :

- **Manquer l'occasion qu'offre le partage communautaire** de favoriser des communautés saines et étroitement liées en préconisant d'autres objectifs comme des logements plus abordables, la réduction des empreintes écologiques et le soutien du développement des entreprises et du perfectionnement de la main-d'œuvre.
- **Attacher, dès le début, une trop grande importance** à comprendre les répercussions sur les priorités de la ville; il est préférable de les rattacher aux éléments du projet pilote ou de mobiliser les innovateurs pour qu'ils participent à l'évaluation des répercussions.



COMBLER LES LACUNES STATISTIQUES

Les administrations locales ne sont pas en mesure d'apprécier clairement comment l'économie du partage influe sur les priorités de la ville, ce qui freine l'intérêt et les mesures innovatrices des villes et ralentit quelque peu la recherche indépendante. De façon générale, les entreprises d'économie du partage hésitent à partager des données, invoquant des préoccupations liées à la confidentialité et à la concurrence, bien qu'il existe quelques exceptions.

RECOMMANDATIONS CLÉS POUR FAVORISER LA DURABILITÉ :

- **Privilégier la recherche en économie du partage** et créer des partenariats pour la financer.
- **Exiger le partage des données lors des négociations d'accords réglementaires.**
- Continuer de s'en remettre à la **récupération de données** comme mesure provisoire¹⁵.
- **Explorer la possibilité d'offrir un accès préférentiel** aux marchés de la ville aux entreprises d'économie du partage qui divulguent des données pertinentes, ou envisager la conception de systèmes locaux fondés sur l'approche « de la carotte et du bâton ».
- **Prendre part à la collaboration** entre les secteurs public et privé et, idéalement, cultiver une telle collaboration pour discuter de sujets liés à l'économie du partage, y compris du partage de données.

PIÈGES À ÉVITER :

- Freiner l'innovation positive en s'attendant à ce que les entreprises de l'économie du partage, notamment les entreprises en démarrage, supportent une trop grande part du fardeau du partage de données ou de la recherche.

-
- 1 <http://www.shareable.net/sharing-cities>
 - 2 <http://www.nlc.org/Documents/Find%20City%20Solutions/City-Solutions-and-Applied-Research/Report%20-%20%20Cities%20the%20Sharing%20Economy%20and%20Whats%20Next%20final.pdf>.
 - 3 Ressources :
BOTSMAN, Rachel, et Roo ROGERS. *What's Mine Is Yours: The Rise of Collaborative Consumption*, New York, HarperCollins Publications, 2010.
GANSKY, Lisa. *The Mesh: Why the Future of Business is Sharing*, New York, Penguin Press, 2010.
WALSH, Bryan. « The Sharing Project Bryan Walsh 10 Ideas That Will Change the World: Today's Smart Choice: Don't Own. Share ». Time Magazine, 17 mars 2011. http://content.time.com/time/specials/packages/article/0,28804,2059521_2059717_2059710,00.html.
 - 4 <http://www.theneweconomy.com/business/the-sharing-economy-shakes-up-traditional-business-models>
 - 5 JOHNSTON, Sadhu A., Steven S. Nicholas et Julia Parzen. *The Guide to Greening Cities*, 2013.
 - 6 BOTSMAN, Rachel, et Roo ROGERS. *What's Mine Is Yours: The Rise of Collaborative Consumption*, New York, HarperCollins Publications, 2010.
 - 7 <http://www.forbes.com/sites/homaycotte/2015/05/05/millennials-are-driving-the-sharing-economy-and-so-is-big-data/>
 - 8 <http://venturebeat.com/2015/06/04/the-sharing-economy-has-created-17-billion-dollar-companies-and-10-unicorns/>
 - 9 <http://www.greattransition.org/publication/debating-the-sharing-economy>
 - 10 Le USDN est un réseau d'échange d'apprentissage poste à poste qui permet aux directeurs municipaux spécialisés en durabilité d'échanger des idées et des expériences.
 - 11 <https://sustainabledevelopment.un.org/topics/sustainableconsumptionandproduction>
 - 12 Cascadia Consulting Group Sustainable Consumption and Cities: Approaches to measuring social, economic, and environmental impacts in cities for the Urban Sustainability Directors Network (2015) - http://usdn.org/uploads/cms/documents/usdn_measuring_consumption_project_files.zip
 - 13 http://usdn.org/uploads/cms/documents/the_role_of_cities_in_advancing_sustainable_consumption_convening_products.zip
 - 14 <http://sspp.proquest.com/archives/vol11iss1/editorial.eugene.html>
 - 15 La récupération de données consiste à extraire des données, à l'aide d'un programme informatique, à partir de données de sortie publiques et lisibles sans aide, tirées d'un autre programme. Dans ce cas-ci, le programme est utilisé pour étoffer une plateforme Web d'économie du partage.

Nous vous remercions de votre intérêt sur le thème des Administrations locales et l'économie du partage. Cette section est un aperçu d'un rapport complet que vous pouvez télécharger à partir de notre site internet: LocalGovSharingEcon.com.

Le rapport complet est disponible en anglais et comprend les sections trouvés dans la table des matières ci-dessous - veuillez noter que les numéros de page correspondent avec ce rapport détaillé. La carte et le tableau qui suivent serve à identifier par ville les études de cas et les exemples qui peuvent être trouvés dans le rapport.

Nous aimerions votre avis - contactez-nous au: share@oneearthweb.org

ONE EARTH EN BREF

One Earth est une organisation à but non lucratif basée à Vancouver concentrée sur la production et consommation durable à différentes échelles. One Earth a dirigé le développement du projet intitulé *Les administrations locales et l'économie du partage* (LGSE), mené la recherche, et a préparé ce rapport en discussion avec un comité consultatif et des conseillers. Avec des partenaires, y compris la USDN (the Urban Sustainability Directors Network), SCORAI (Sustainable Consumption Research and Action Initiative), Canadian Community Economic Development Network (CCEDNet), Centre for a New American Dream, New Economy Network, et The Story of Stuff Project, l'équipe One Earth travaille à développer et démontrer le leadership nord-américain sur la production et consommation durable et les nouvelles économies. Dans le cadre du projet Des Villes Pour Tous (Cities for People) initié par La fondation de la famille J.W. McConnell, One Earth a entretenu le thème

d'Alteréconomie (Nouvelles économies) de 2013 à 2015. Le projet de LGSE fait partie Des Villes pour Tous - une expérience dans la promotion d'un mouvement pour créer des villes plus résilientes et vivables par le biais des réseaux d'innovation. One Earth est membre du Greenest City Advisory Committee de la ville de Vancouver, est sur le conseil d'administration du Zero Waste Council du Canada, et encourage la mise en réseau éco-industriel à travers le Programme national de symbiose industrielle - Canada. One Earth est également co-fondateur du GRF-SPC (Global Research Forum on Sustainable Production and Consumption) et le NARSPAC (North American Roundtable on Sustainable Production and Consumption). Avec des partenaires internationaux, One Earth développe Disruptive Imaginings: la création de meilleurs avenir - une initiative mondiale visant à produire des visions convaincantes et positives de la vie dans un avenir durable.

Table des matières

Veillez noter que les numéros de page correspondent avec le rapport détaillé en anglais.

Remerciements	2
Objet de la feuille de route	3
Messages clés	13
Tables des matières	15
Villes de référence et instantanés	16
Aperçu	21
1. Définition de l'économie du partage	36
2. Filtre de durabilité	52
3a. Mobilité partagée	71
3b. Espaces partagés	98
3c. Produits partagés	128
3d. Aliments partagés	151
3e. Énergie partagée	158
4. Partage communautaire	163
5. Comblent les lacunes statistiques	180
6. Occasions stratégiques	188
7. Ressources de l'économie du partage	202
8. Remarques finales et prochaines étapes	207
Annexes	210
Exemples de règlements municipaux, d'enquêtes et de lois	

Villes de référence et instantanés



- ← Honolulu, HI
- ← **SÉOUL (CORÉE DU SUD)**: Initiative « Sharing City »
- ← Victoria, Australie

Villes de référence et instantanés

LIEU	EXEMPLE	TYPE	PG
Austin (Texas)	Ville d'Austin, au Texas, et location à court terme	Location à court terme, dans un contexte municipal	112
Austin (Texas)	Plan global	Capitaux	64
Avondale (Arizona)	Gangplank – cofondée par la ville d'Avondale, en Arizona, et espace fourni par la ville	Partage d'espaces de travail	120
Belgique	CoWallonia – fait la promotion de huit espaces de travail partagés	Partage d'espaces de travail	119
Bloomington (Illinois)	Écovillage	Habitation communautaire	118
Boston (Massachusetts)	Zipcar	Partage de véhicules	74, 84
Boston (Massachusetts)	Bridj	Micro-transport en commun	75
Boulder (Colorado)	Silver Sage et Wild Sage – primes de densité pour l'ajout de logements inférieurs aux prix courants	Habitation communautaire	118
Brampton (Ontario)	Partners in Project Green: Materials Exchange Network	Produits partagés	142
Buffalo (New York)	Buffalo CarShare	Partage de véhicules	90
Calgary (Alberta)	Alberta Emergency Management Agency	Résilience	60
Calgary (Alberta)	2020 Sustainability Direction	Capitaux	64
Calgary (Alberta)	Bloquer les activités d'Uber	Covoiturage dynamique	88
Calgary (Alberta)	Université de Calgary – imprimantes 3D	Produits partagés	138
Calgary (Alberta)	Calgary Tool Library	Partage communautaire	177
Californie	Cubes and Crayons – offre de services de garderie	Espaces partagés	107
Chandler (Arizona)	Gangplank – cofondée par la ville de Chandler, en Arizona	Partage d'espaces de travail	120
Chicago (Illinois)	Fait partie de l'initiative « 100 Resilient Cities » de la Rockefeller Foundation	Résilience	60
Chicago (Illinois)	Préparation aux situations d'urgence – rôle de la connectivité sociale et des liens sociaux	Résilience	61
Chicago (Illinois)	Aide au développement d'une application universelle pour appeler des taxis	Covoiturage dynamique	75, 89
Cleveland (Ohio)	Cleveland Public Library – imprimantes 3D	Produits partagés	138
Comté de Hennepin (Minnesota)	Coordination des cours pratiques de réparation	Cours pratiques de réparation, dans un contexte municipal	170-171 213-214
Comté de Marion (Oregon)	Entente intergouvernementale pour le partage d'équipement et de ressources humaines	Partage d'équipement et de ressources humaines	145
Corner Brook (T.-N.)	Programme de partage de vélos électriques	Partage de vélos	73
Dallas (Texas)	Association du système de transport en commun et d'Uber pour intégrer une application d'émission de billets mobile	Covoiturage dynamique	87
Denver (Colorado)	Plan d'adaptation au climat	Résilience	60
Denver (Colorado)	eGo CarShare	Partage de véhicules	90
Détroit (Michigan)	Salon du vélo et marché aux puces	Partage de vélos	73
Détroit (Michigan)	Échange de vêtements et de biens avec DJ, et partage des compétences	Échange communautaire	166
Deventer, Netherlands	Loyer gratuit pour des étudiants préqualifiés en échange de 30 heures d'accompagnement d'une personne âgée	Cohabitation à but non lucratif	106
Edmonton (Alberta)	Réglementation du covoiturage dynamique	Mobilité partagée	89
Edmonton (Alberta)	Alberta Industrial Heartland – symbiose industrielle	Symbiose industrielle	136
État de New York	Loi visant l'amélioration de la collaboration entre les entités gouvernementales	Partage de services	145
Eugene (Oregon)	Ressource Web pour le partage d'actifs	Partage d'actifs publics	168
Flagstaff (Arizona)	Be Resourceful	Partage communautaire	165, 168, 169

LIEU	EXEMPLE	TYPE	PG
Flagstaff (Arizona)	Coordination des cours pratiques de réparation	Partage Communautaire	169
Greensburg, KS	Construction écologique, énergie éolienne décentralisée, initiatives prises après une tornade et liées à centre-ville piétonnier	Résilience	60
Halifax (Nouvelle-Écosse)	Université Dalhousie – imprimantes 3D	Produits partagés	138
Halifax (Nouvelle-Écosse)	Halifax Tool Library	Partage communautaire	166,177
Hamilton (Ontario)	Hamilton Tool Library	Produits partagés	143
Honolulu (Hawaï)	Qualité de l'air	Ressources naturelles	62
Houston (Texas)	Bloquer les activités d'Uber	Covoiturage dynamique	181-182
Ithaca (New York)	Share Tompkins	Échange communautaire	45
Kalundborg (Danemark)	Kalundborg Symbiosis	Symbiose industrielle	135
Kansas City (Missouri)	Home for Hackers; Hammerspace Workshop	Espace de travail partagé	139
Kelowna (C.-B.)	Jardins collectifs	Partage communautaire	166
Londres (Royaume-Uni)	Santander Cycles	Partage de vélos municipal	73
Los Angeles (Californie)	Cargomatic	Service de livraison commerciale	75
Los Angeles (Californie)	Partenariat avec le Shared Use Mobility Center et le California Air Resources Board pour fournir des véhicules électriques partagés aux populations à faible revenu	Partage de véhicules	91
Los Angeles (Californie)	URBAN TxT	Espace de travail partagé	138
Los Angeles (Californie)	Partenariat avec l'application de trafic Waze pour le partage de données	Lacunes statistiques	182,212
Madison (Wisconsin)	Troy Gardens – primes de densité pour l'ajout de logements inférieurs aux prix courants	Habitation communautaire	108
Milan (Italie)	Création d'un fonds pour promouvoir le partage d'un espace de travail	Partage d'espaces de travail	119
Milan (Italie)	PRESSO	Espaces et équipement de cuisine partagés	154
Minneapolis (Minnesota)	Cours pratiques de réparation	Partage communautaire	165
Minnesota	Nice Ride Minnesota, programme de partage de vélos	Mobilité partagée	197
Mississauga (Ontario)	Partners in Project Green: Materials Exchange Network	Produits partagés	142
Montréal (Québec)	Fait partie de l'initiative « 100 Resilient Cities » de la Rockefeller Foundation	Résilience	60
Montréal (Québec)	Communauto	Partage de véhicules	73,74,94
Montréal (Québec)	Bixi	Partage de vélos municipal	94
Montréal (Québec)	Gamme de moyens de transport : un système de mobilité intégrée	Mobilité intégrée, dans un contexte municipal	94
Montréal (Québec)	Projet lié aux actifs publics	Partage municipal	146
New Jersey	Prêts à faible taux d'intérêt pour la création d'espaces de travail partagés	Partage d'espaces de travail	119
New York (New York)	Citi Bike	Partage de vélos municipal	73
New York (New York)	Spinlister	Partage de vélos de personne à personne	73
New York (New York)	FlyWheel	Partage de taxis	74
New York (New York)	Via	Micro-transport en commun	74
New York (New York)	Aide au développement d'une application universelle pour appeler des taxis	Covoiturage dynamique	74, 89
New York (New York)	Centre for Social Innovation	Partage d'espaces de travail	121
New York (New York)	Storefront	Boutique éphémère	137
Nouvelle-Orléans (Louisiane)	Fait partie de l'initiative « 100 Resilient Cities » de la Rockefeller Foundation	Résilience	60
Nouvelle-Orléans (Louisiane)	Préparation aux situations d'urgence – rôle de la connectivité sociale et des liens sociaux	Résilience	61
Ontario	Ceinture de verdure de l'Ontario	Ressources naturelles	62
Ottawa (Ontario)	VRTUCAR	Partage de véhicules en milieu universitaire	80
Ottawa (Ontario)	Bibliothèque publique d'Ottawa – Espace Imagine / imprimantes 3D	Produits partagés	138
Paris (France)	Association du ministère de l'Industrie au secteur privé pour l'ajout d'espaces de travail partagés	Partage d'espaces de travail	119
Pennsylvanie	Yellow X	Partage de taxis	75

LIEU	EXEMPLE	TYPE	PG
Philadelphie (Pennsylvanie)	Association de la ville à Philly CarShare	Partage de véhicules	83
Portland (Oregon)	Plan d'action climatique	Résilience / capitaux	60,64,167
Portland (Oregon)	Projet pilote de conavettage avec partage de données	Conavettage	89,184,212
Portland (Oregon)	Ville de Portland et location à court terme	Location à court terme, dans un contexte municipal	111, 211
Portland (Oregon)	Daybreak Cohousing	Habitation communautaire	117
Portland (Oregon)	Resourceful PDX	Produits partagés / partage communautaire	132,141,165,173,177
Portland (Oregon)	Portland Food Exchange	Partage communautaire	46
Portland (Oregon)	Stocks d'actifs destinés au partage	Partage d'actifs publics	167, 168
Portland (Oregon)	North Portland Tool Library	Partage communautaire	169
Portland (Oregon)	Repair PDX	Cours pratiques de réparation	169, 170
Portland (Oregon)	Partage de données requis pour les programmes de partage de véhicules et de conavettage	Lacunes statistiques	89, 184, 212
Québec	Locations saisonnières – classification de l'hébergement	Location à court terme	103, 211
Québec	Second Cycle – échange de matériel	Produits partagés	142
Regina (Saskatchewan)	Crashbang Labs – laboratoire ouvert	Laboratoire ouvert	139
Région de Peel (Ontario)	Partners in Project Green: Materials Exchange Network	Produits partagés	142
Région de York (Ontario)	Partners in Project Green: Materials Exchange Network	Produits partagés	142
Région du Grand Vancouver (Colombie-Britannique)	Réserve foncière agricole	Ressources naturelles	62
Région du Grand Vancouver (Colombie-Britannique)	« Create Memories, Not Garbage », une campagne des Fêtes visant à réduire les déchets	Campagne de sensibilisation	141
Région du Grand Vancouver (Colombie-Britannique)	metrovancoverrecycles.org	Plateforme en ligne de partage interentreprises	141
Richmond (Virginie)	Gangplank	Partage d'espaces de travail	121
Royaume-Uni	National Industrial Symbiosis Programme	Symbiose industrielle	130,135,139
Royaume-Uni	Programme Space for Growth	Partage communautaire	33, 172
San Antonio (Texas)	Bloquer les activités d'Uber	Covoiturage dynamique	89
San Diego (Californie)	Projet de réglementation sur les locations saisonnières à court terme et le partage de maisons	Location à court terme	103
San Francisco (Californie)	Spinlister	Partage de vélos de personne à personne	73
San Francisco (Californie)	Scoot Networks	Partage de scooters	73
San Francisco (Californie)	Lift Hero	Covoiturage dynamique	74
San Francisco (Californie)	Leap Transit	Micro-transport en commun	75
San Francisco (Californie)	Chariot	Micro-transport en commun	75
San Francisco (Californie)	City CarShare	Partage de véhicules	77
San Francisco (Californie)	Partenariat avec BayShare	Partage de véhicules	80
San Francisco (Californie)	Berkeley Sandbox	Habitation communautaire, petit projet	105-106
San Francisco (Californie)	Roost	Espaces d'entreposage partagés	109
San Francisco (Californie)	Yard Club	Partage d'équipement	135
Santa Fe (Nouveau-Mexique)	Qualité de l'air	Ressources naturelles	62
Saskatoon (Saskatchewan)	Station 20 West	Partage communautaire	177
Sault Ste. Marie (Ontario)	Gangplank	Partage d'espaces de travail	121
Seattle (Washington)	Seattle Urban Greenprint	Ressources naturelles	63
Seattle (Washington)	Plan d'action climatique	Capitaux	64
Seattle (Washington)	Partage de données requis entre les utilisateurs pour le projet pilote Car2Go	Partage de véhicules	77,185,211
Seattle (Washington)	Partage de données requis pour les programmes de partage de véhicules et de conavettage	Lacunes statistiques	185, 211
Sebastopol (Californie)	Petaluma Avenue Homes – primes de densité pour l'ajout de logements inférieurs aux prix courants	Habitation communautaire	118

LIEU	EXEMPLE	TYPE	PG
Séoul (Corée du Sud)	Initiative « Sharing City »	Approche stratégique au partage dans un contexte municipal	165, 200
Terre-Neuve-et-Labrador	Newfoundland Rideshare, sur Facebook	Conavettage	74
Terre-Neuve-et-Labrador	HomeShare NL (Loyer réduit en échange de services d'accompagnement de personnes âgées)	Partage de maisons à but non lucratif	106
Toronto (Ontario)	Soutien de Swapsity	Échange communautaire	45
Toronto (Ontario)	Indicateurs de bien-être	Qualité de vie	67
Toronto (Ontario)	Réglementation du covoiturage dynamique	Mobilité partagée	89
Toronto (Ontario)	Centre for Social Innovation	Partage d'espaces de travail	121
Toronto (Ontario)	Partners in Project Green: Materials Exchange Network	Produits partagés entre entreprises	142
Toronto (Ontario)	Incubateur d'entreprises de Toronto	Espaces et équipement de cuisine partagés	154
Toronto (Ontario)	Kitchen Library	Espaces et équipement de cuisine partagés	154
Toronto (Ontario)	La première éolienne urbaine à usage commercial au Canada	Énergie partagée	160
Toronto (Ontario)	Bibliothèques de type « Vertical Living Library » dans des immeubles d'habitation	Partage communautaire	174, 177
Toronto (Ontario)	Institute for a Resource Based Economy	Partage communautaire	177
Tucson (Arizona)	Milagro Cohousing	Habitation communautaire	117
Vallée de Coachella (Californie)	Garantir la conformité des locations à court terme	Location à court terme	116
Vancouver (C.-B.)	Engaged City Task Force	Qualité de vie	67
Vancouver (C.-B.)	Zipcar	Partage de véhicules	84, 194, 198
Vancouver (C.-B.)	Modo	Partage de véhicules	78, 86, 195, 198
Vancouver (C.-B.)	Projet d'habitation communautaire	Habitation communautaire	105
Vancouver (C.-B.)	Bloquer les activités d'Uber	Covoiturage dynamique	88
Vancouver (C.-B.)	Règlement municipal modifié pour permettre l'habitation communautaire	Habitation communautaire	118, 211
Vancouver (C.-B.)	HiVE : Partage d'espaces de travail à Vancouver	Partage d'espaces de travail	122
Vancouver (C.-B.)	Parc de ressources et échange de ressources, Strathcona Business Improvement Association	Produits partagés entre entreprises	135
Vancouver (C.-B.)	Vancouver Fruit Tree Project	Aliments partagés	153
Vancouver (C.-B.)	Vancouver Incubator Kitchen	Espaces et équipement de cuisine partagés	154
Vancouver (C.-B.)	Mixer Mortgage de la Vancouver City Savings Credit Union	Habitation communautaire	118
Vancouver (C.-B.)	Vancouver Tool Library	Partage communautaire	166, 177
Vancouver (C.-B.)	Approche stratégique à l'économie du partage	Approche stratégique au partage, dans un contexte municipal	198
Victoria (Australie)	Entente avec Airbnb pour l'hébergement d'urgence à court terme	Location à court terme	101, 115
Victoria (C.-B.)	Transport multimodal	Mobilité intégrée	91
Washington D.C.	PoolXing	Conavettage	74
Washington D.C.	Bridj	Micro-transport en commun	75
Washington D.C.	Aide au développement d'une application universelle pour appeler des taxis	Covoiturage dynamique	89
West Hollywood (CA)	Groupe de travail sur l'économie du partage	Approche intégrative	198
West Yorkshire (Royaume-Uni)	Incredible Edible Todmorden	Aliments partagés	155
Whitehorse (Yukon)	Qualité de l'air	Ressources naturelles	62
Whitehorse (Yukon)	Plateforme de conavettage sur Kijiji	Mobilité partagée	74
Willow Springs (Arizona)	Vision de durabilité régénérative pour la communauté	Ressources naturelles	63
Winnipeg (Manitoba)	Social Enterprise Centre	Partage communautaire	177